

DEPARTEMENT
DE LA
GUADELOUPE

REPUBLIQUE FRANCAISE

.*.*.*.*.*

COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
DU NORD BASSE-TERRE

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Session Ordinaire De Mai 2024

Délibération

N° CC/2024/05/106

L'an deux mil vingt-quatre, le trente mai, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Basse-Terre s'est réuni à la salle de délibérations de la mairie de Petit-Bourg sous la présidence de Guy Losbar Président,

Présents : Guy Losbar - Adrien BARON - Ferdy LOUISY - Camille ELISABETH - Nestor LUCE - Fauvert SAVAN - Ephrem GLORIEUX - Daniel PETRIS - Yolande BOURGUIGNON - Roselise FAMIBELLE - Patricia ELUSUE - Ketty DELVER - Jacqueline LOLIA - Magalie SALIBUR - Clara RIGAH - Cynthia CHAPOULIE - Jean-Paul TRIVIAUX-FRENET - Ginette VEROIX - Joël HILAIRE - Jeanny MARC-MATHIASIN - Edmée MAURIELLO - Henri JOTHAM - Henri YACOU - Gilbert ROUYARD - Jocelyne UNIMON

Acte rendu exécutoire
- après transmission
en préfecture le

Procurations : Laura GUEPPOIS représentée par Jacqueline LOLIA - Annick ABELA représentée par Patricia ELUSUE

17 JUIN 2024

Absents excusés : Philippe MORVAN - Philippe DEZAC

Absents : Bernard ABDOUL MANINROUDINE - Rémy SENNEVILLE - Josy ALEXIS - Sylvie DAGONIA - Jocelyn SAPOTILLE - Liliane MAXIMIN-BAJAZET - Line LAGUERRE - Benjamin GRACCHUS - Didier MARICEL - Augustin KANCEL - Christian JEAN-CHARLES - Philippe DEZAC - Bruno FELICIANNE - David NEBOR

- publication sur le site
Internet ou notification,

Votants : 27

Secrétaire de séance : Magalie SALIBUR

17 JUIN 2024

**CONVENTION AVEC L'ECO ORGANISME ECODDS RELATIVE AUX
OUTILLAGES DU PEINTRE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2010-1683/AD/II/2 du 30 décembre 2010 portant extension du périmètre et transformation de la CCNBT en Communauté

CANBT - Délibération CC/2024/05/106 du 30/05/2024
971-249710062-20240617-cc202405106-DE
Date de télétransmission : 17/06/2024
Date de réception préfecture : 17/06/2024

Sainte-Rose,
Le 30/05/2024

d'Agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-1122 du 16 octobre 2012 portant extension du périmètre de la Communauté d'Agglomération du Nord Basse-Terre ;

Vu les statuts de la CANBT ;

Vu le règlement de déchetterie ;

Vu le règlement de collecte ;

Considérant que la CANBT compétente dans la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés souhaite mettre en place la collecte séparée de l'outillage du peintre qui sont aujourd'hui collectés en déchetterie dans la benne tout venant ou la benne ferraille

L'adhésion à l'éco-organisme ECODDS agréé par l'Etat pour collecter les éco-participations relatifs à cette filière de la Responsabilité Elargie du Producteur permettrait à la CANBT d'être accompagnée et soutenue pour mettre en place la collecte séparée dans ses déchetteries et enlever cette part de déchets dans la benne tout venant qui irait désormais vers le contenant mis à disposition par l'éco-organisme ;

Considérant que cette convention est proposée pour une durée indéterminée et présente les soutiens suivants :

Nature de soutien	Montant
Soutien fixe par DT/an	80 €
Soutien communication par DT/ an*	20 €

Considérant le projet de Convention ;

Considérant l'avis favorable de la commission thématique du 14/05/2024 ;

Vu le rapport du Président de la Communauté d'Agglomération du Nord Basse-Terre ;

Et après en avoir délibéré :

Le conseil décide par scrutin :

- Nombre de membres en exercice : 42
- Nombre de membres présents au moment du vote : 25
- Nombre de suffrages exprimés : 27
- Nombre de voix pour : 27

ARTICLE 1 : D'approuver la présente convention.

ARTICLE 2 : D'autoriser le Président à signer ladite convention.

ARTICLE 3 : Le Président de la Communauté d'Agglomération du Nord Basse- Terre, le Directeur Général des Services et le Percepteur Communautaire, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

**POUR EXPEDITION CONFORME
LE PRESIDENT**

[Signature]
GUY LOISEL
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU NORD BASSE-TERRE
Le Président

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse-Terre (6 Rue Victor Hugues – 97100 Basse-Terre) ou d'un recours gracieux auprès de la communauté, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

CANBT - Délibération n° 16/2024 du 30/05/2024 3
971-249710062-20240617-cc202405106-DE
Date de télétransmission : 17/06/2024
Date de réception préfecture : 17/06/2024